

Conjoncture du 2^e trimestre 2026

L'activité recule toujours

Les grandes tendances

Le contexte macroéconomique est impacté par le conflit au Moyen-Orient, et toujours fragile

- **Inflation** : En juillet 2026, les prix à la consommation augmentent de 2,1 % en sur un an, après +1,8 % en juin. La hausse de l'inflation s'explique principalement par l'accélération des prix de l'énergie (+12,6 % après +11,0 %). [INSEE].
- **La Banque Centrale Européenne a augmenté de 0,25 points ses taux directeurs en juin** pour tenir compte de la poussée inflationniste liée aux prix de l'énergie, avant de les laisser inchangés fin juillet.

En parallèle :

- La **production mensuelle de crédits à l'habitat est stable** depuis fin 2025, oscillant entre 10,9 Mds d'euros et 13,2 Mds d'euros [Banque de France]. Le taux d'intérêt moyen, quant à lui, progresse légèrement pour s'établir à 3,27 % en juin (après 3,21 % en mai).
- La confiance des ménages est toujours dégradée en août 2026 (86 points, comme en juillet).

Flambée du prix des matériaux

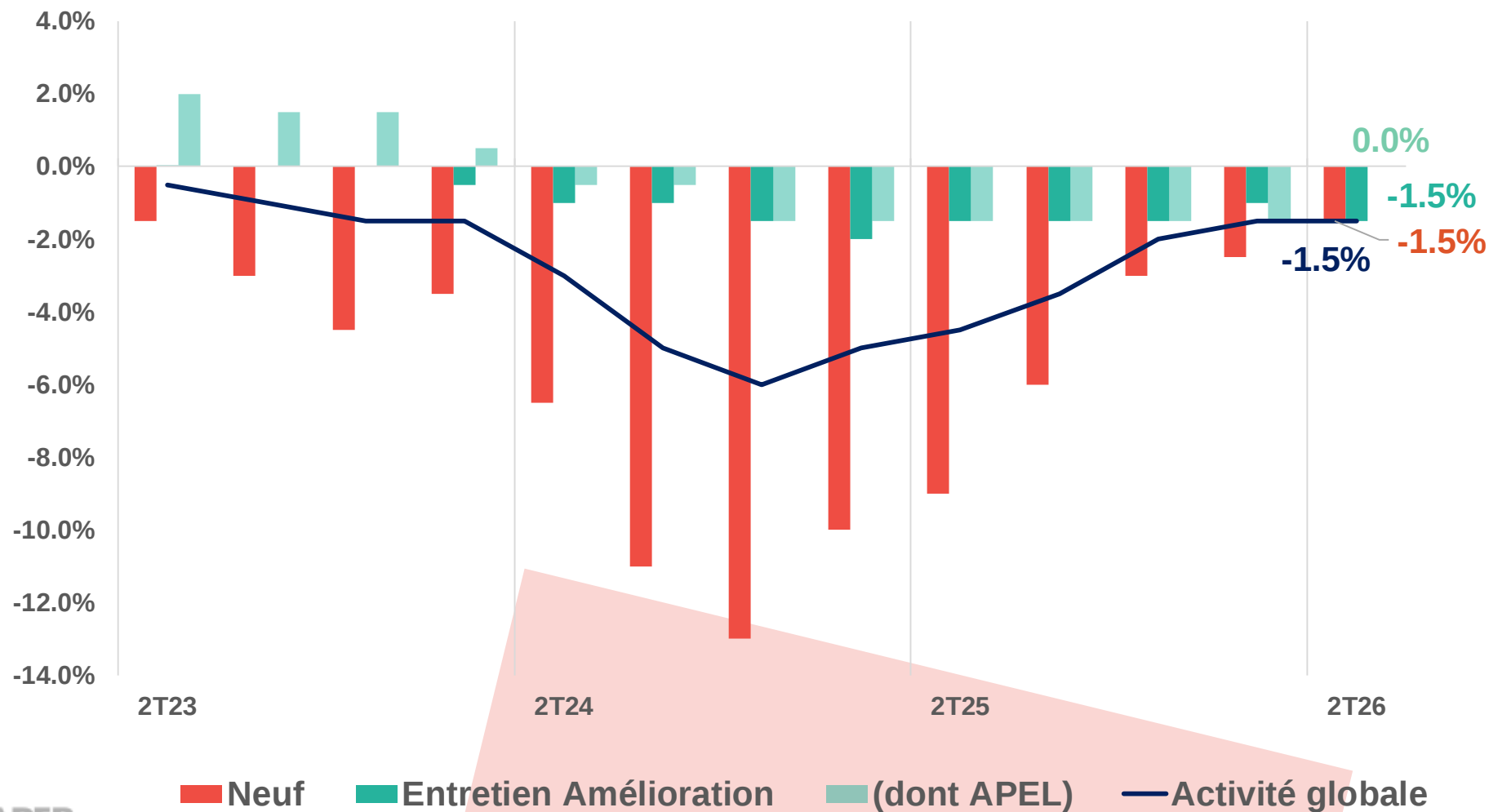
Le conflit iranien a fait augmenter les prix des carburants et des matériaux au deuxième trimestre, compromettant ainsi la stabilisation de la conjoncture du bâtiment.

Le choc a été fortement ressenti par les entreprises artisanales du secteur :

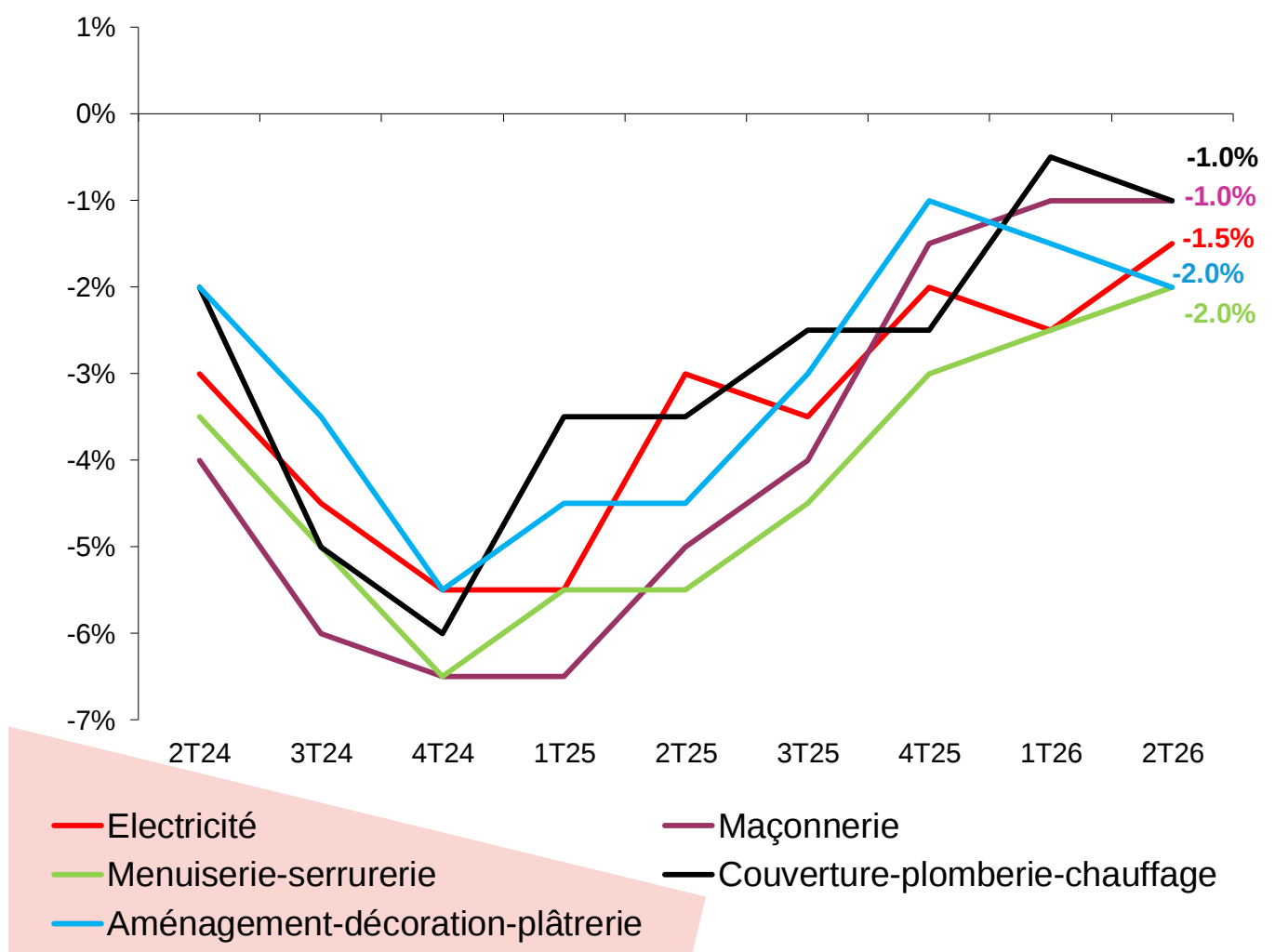
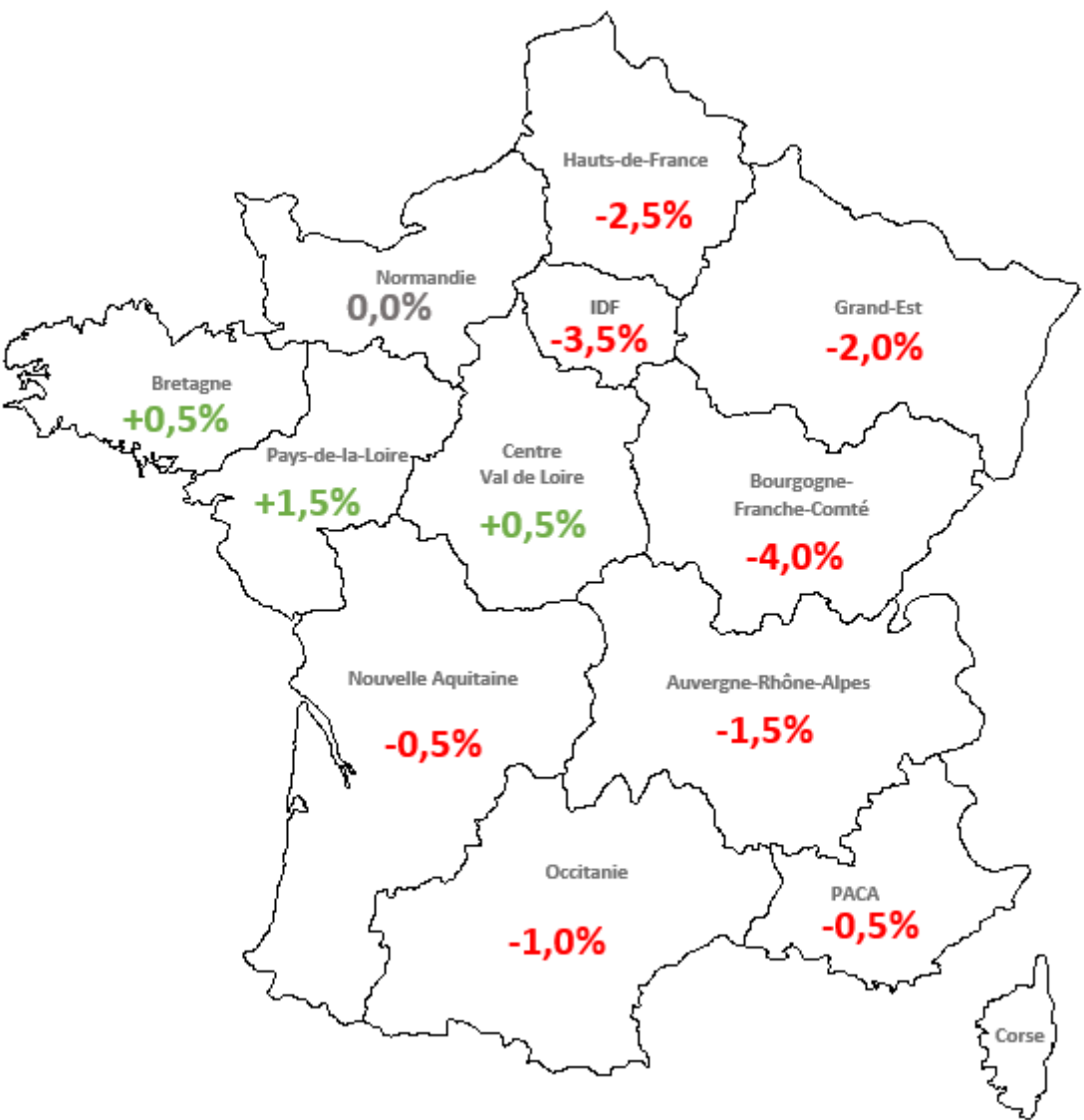
- Elles ont d'abord été impactées par l'augmentation de leurs coûts de déplacement sur les chantiers, et ce dès le début du mois de mars.
- Puis, les annonces de hausses de prix des fournisseurs ont rapidement suivi, une majorité entrant en vigueur dès le mois d'avril.
- Les produits dérivés du pétrole (bitume, PVC, isolants) restent les plus exposés, mais l'ensemble des matériaux ainsi que les coûts logistiques globaux ont également été impactés significativement.

Ainsi, au 2e trimestre 2026, les tensions sur les trésoreries se prolongent tandis que l'activité recule encore de 1,5 % sur un an (en construction neuve comme en entretien-amélioration).

Arrêt du recul de la performance énergétique.

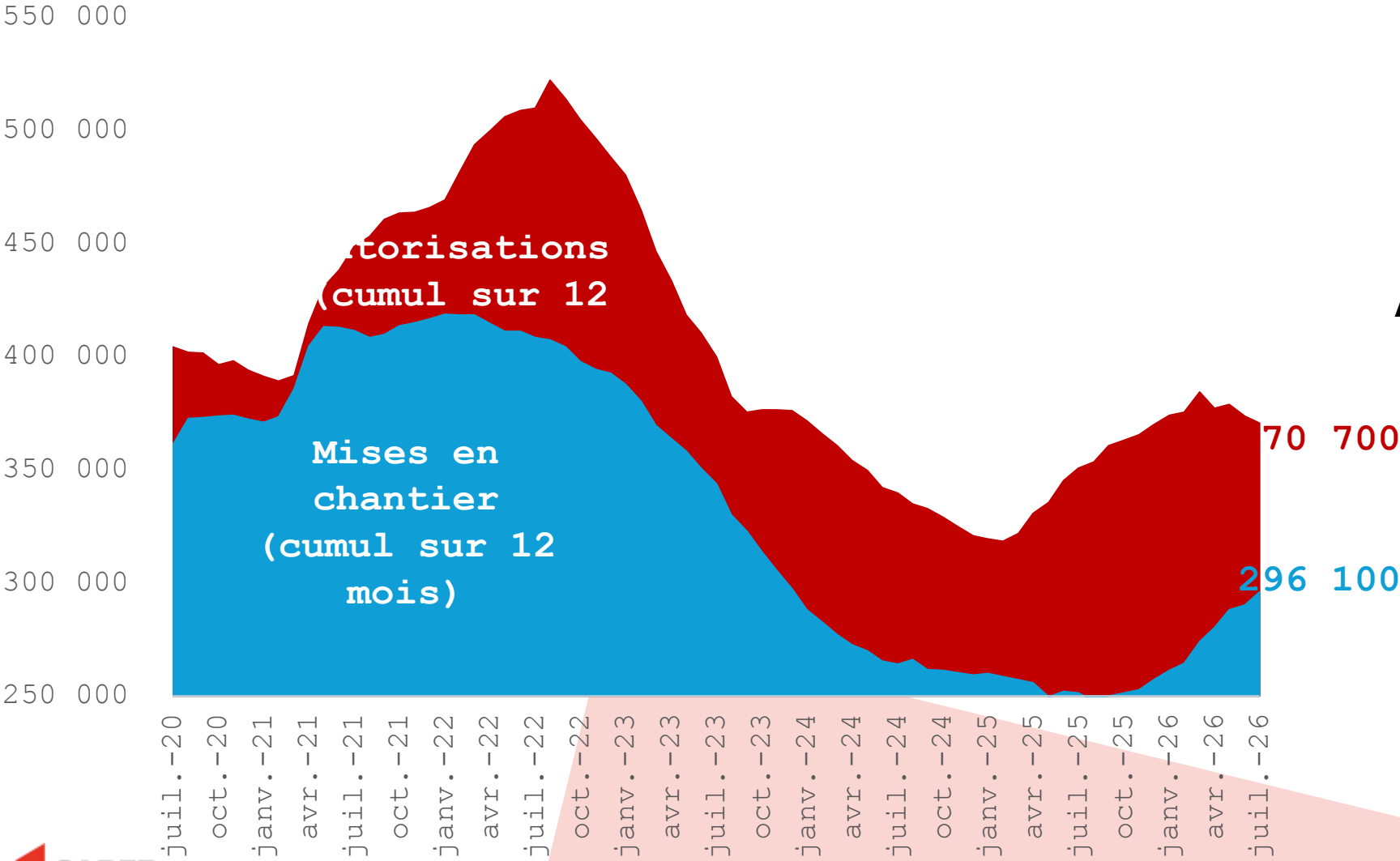


Activité des entreprises artisanales en région et par corps de métiers au 2^e trimestre 2026



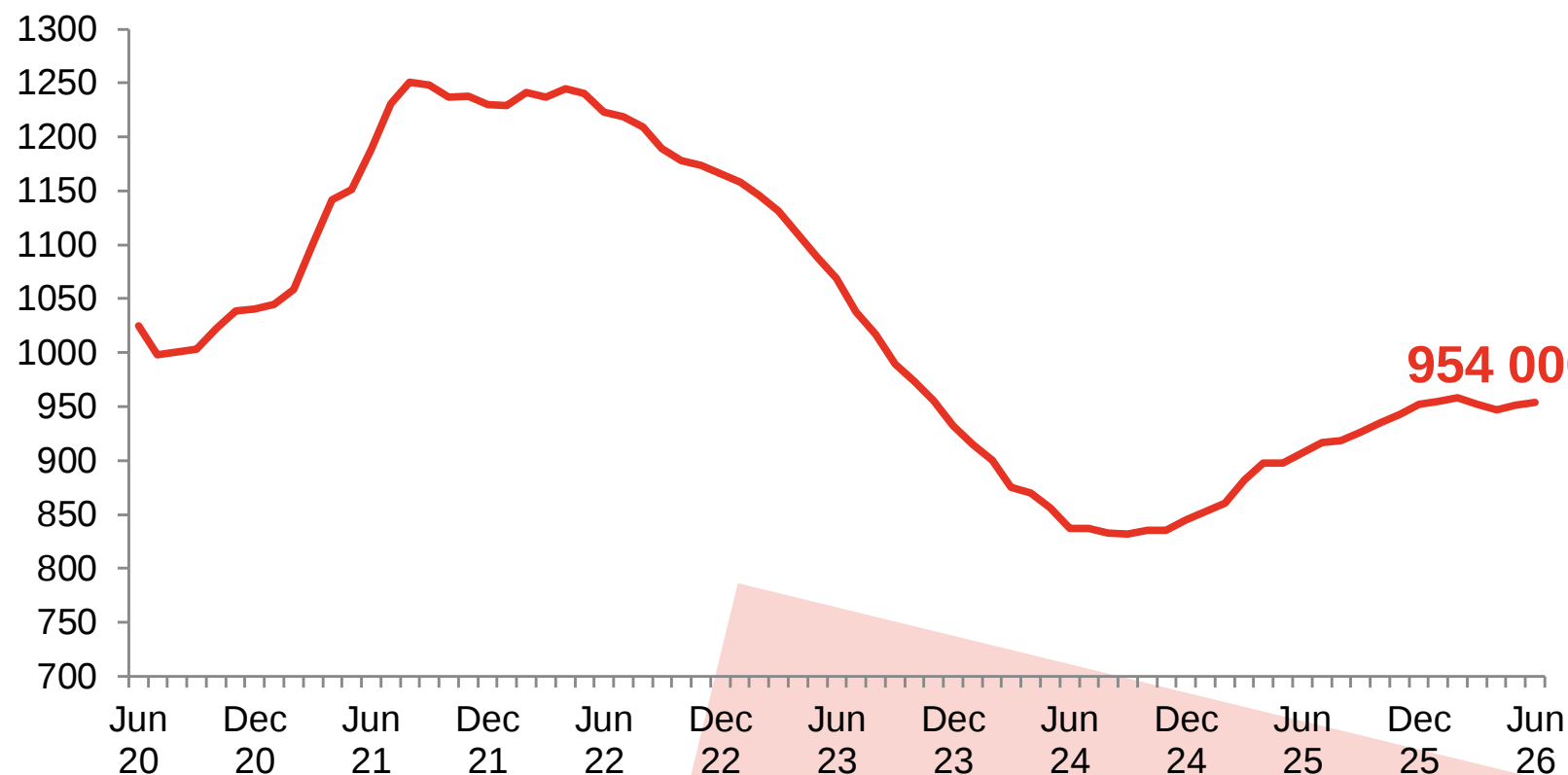
Source: Note de conjoncture CAPEB, CAPEB / Xerfi

Autorisations et mises en chantier



Augmentation du cumul sur 12 mois à juillet 2026, pour les **autorisations (+ 5,8 %)** comme pour les **mises en chantier (+ 17,8 %)**

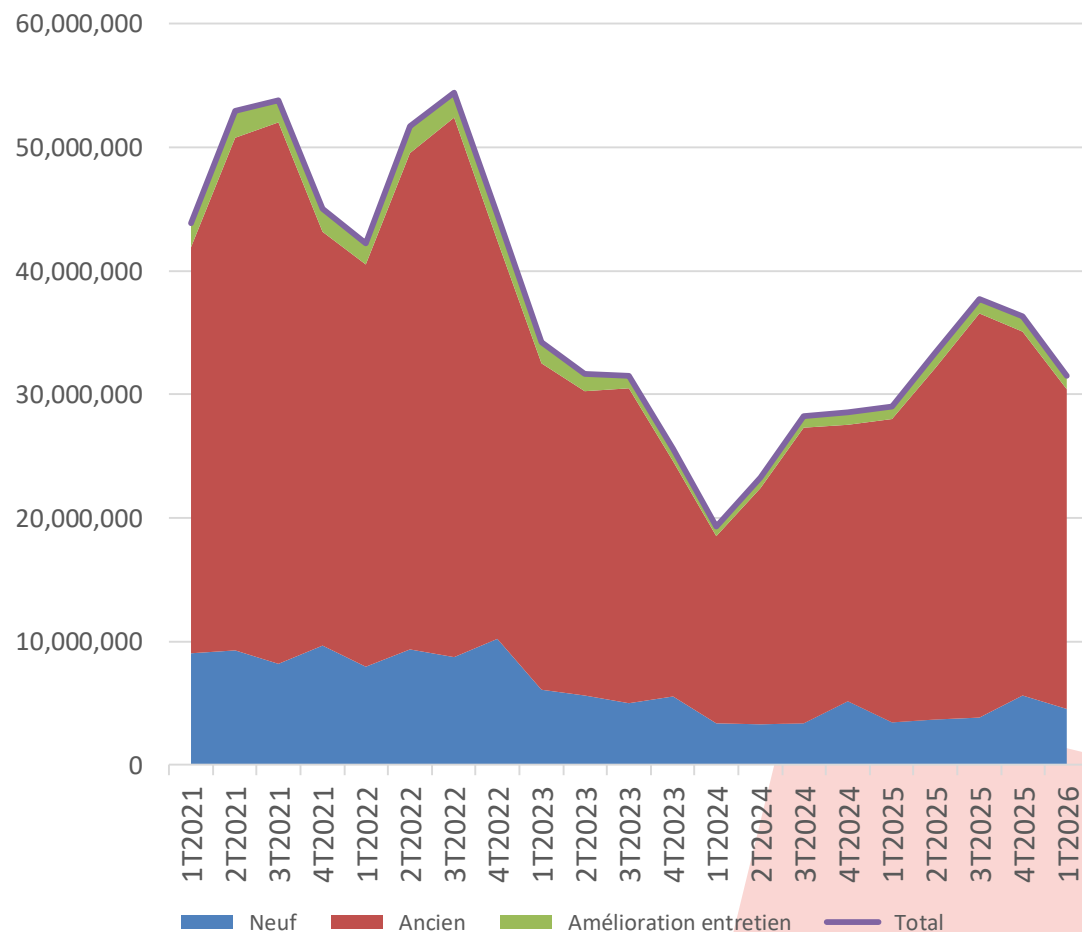
Ventes de logements anciens cumulées sur 12 mois



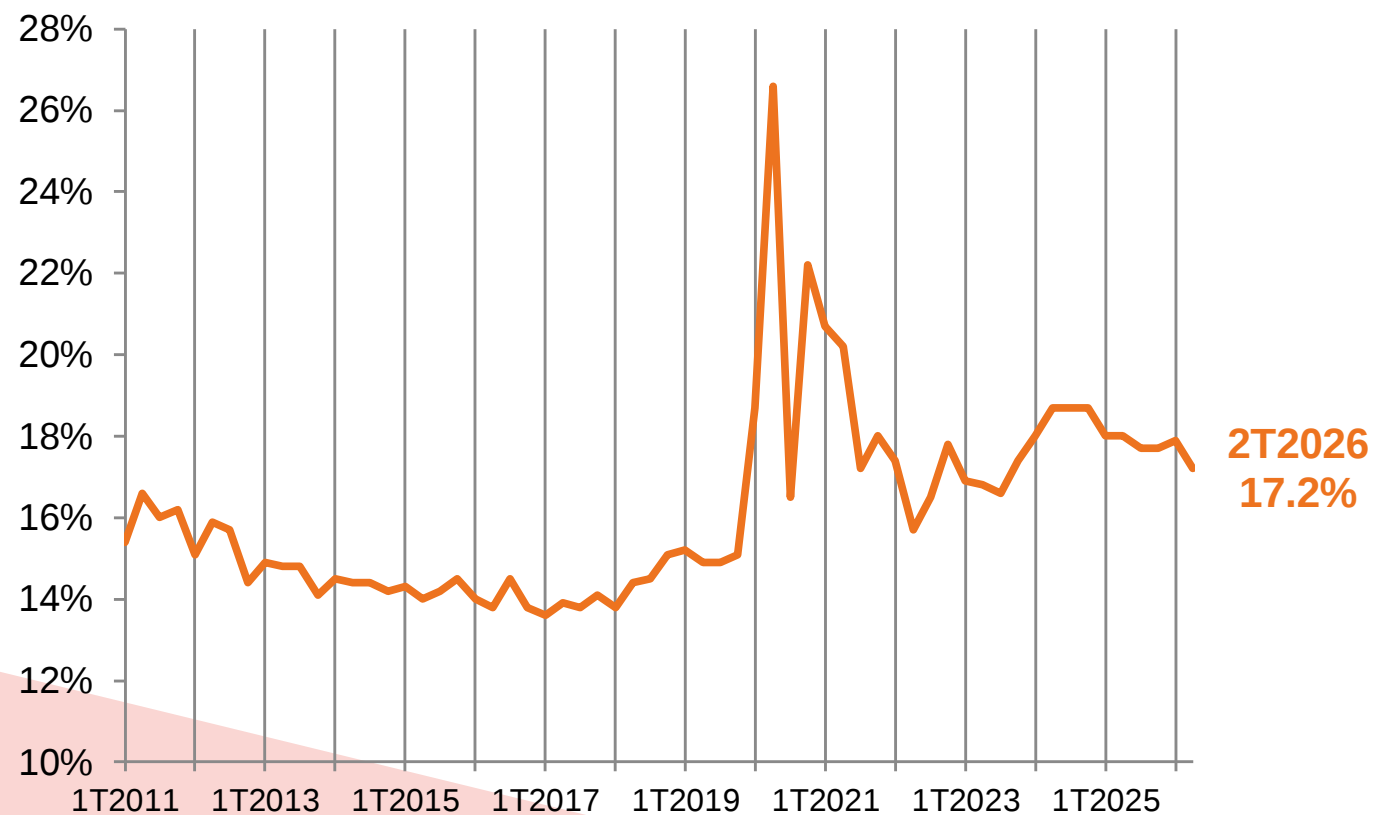
Evolution du cumul sur
12 mois des ventes de
logements anciens
(juillet 2025 à juin 2026 par
rapport à juillet 2024 à juin 2025)

954 000 (+ 5,2 %)

Montants de crédits à l'habitat accordés (par finalité) et taux d'épargne

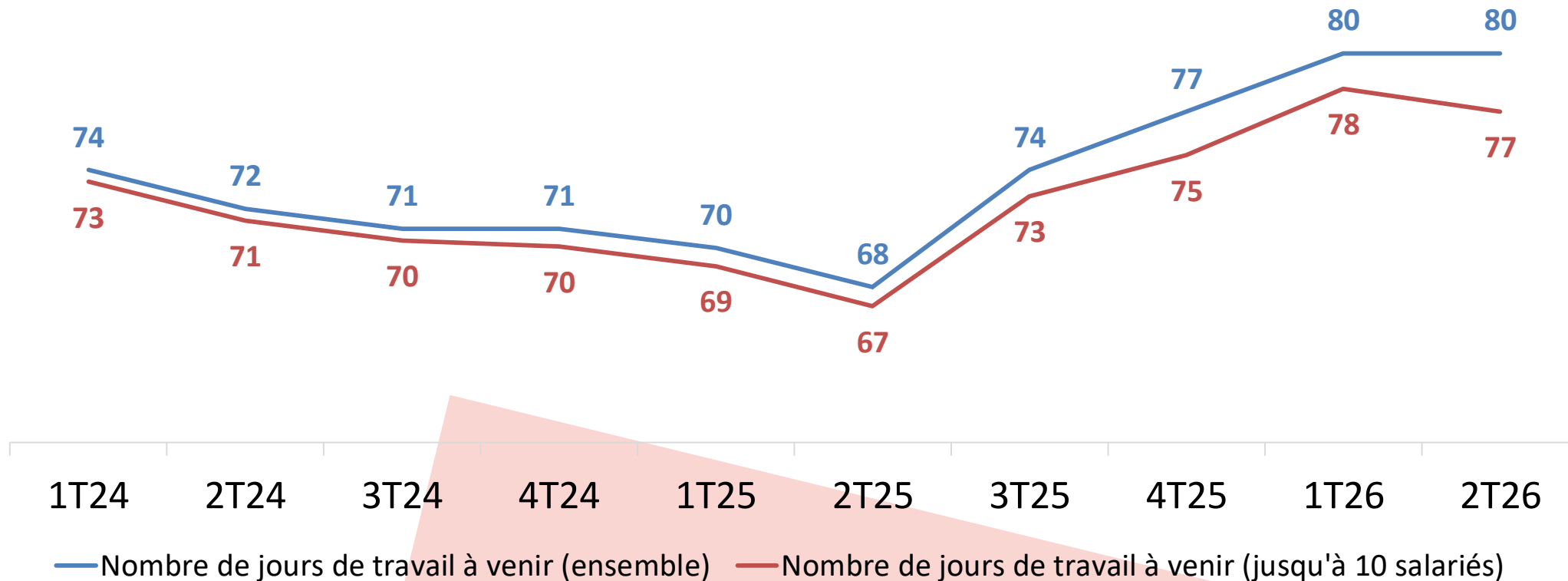


Taux d'épargne

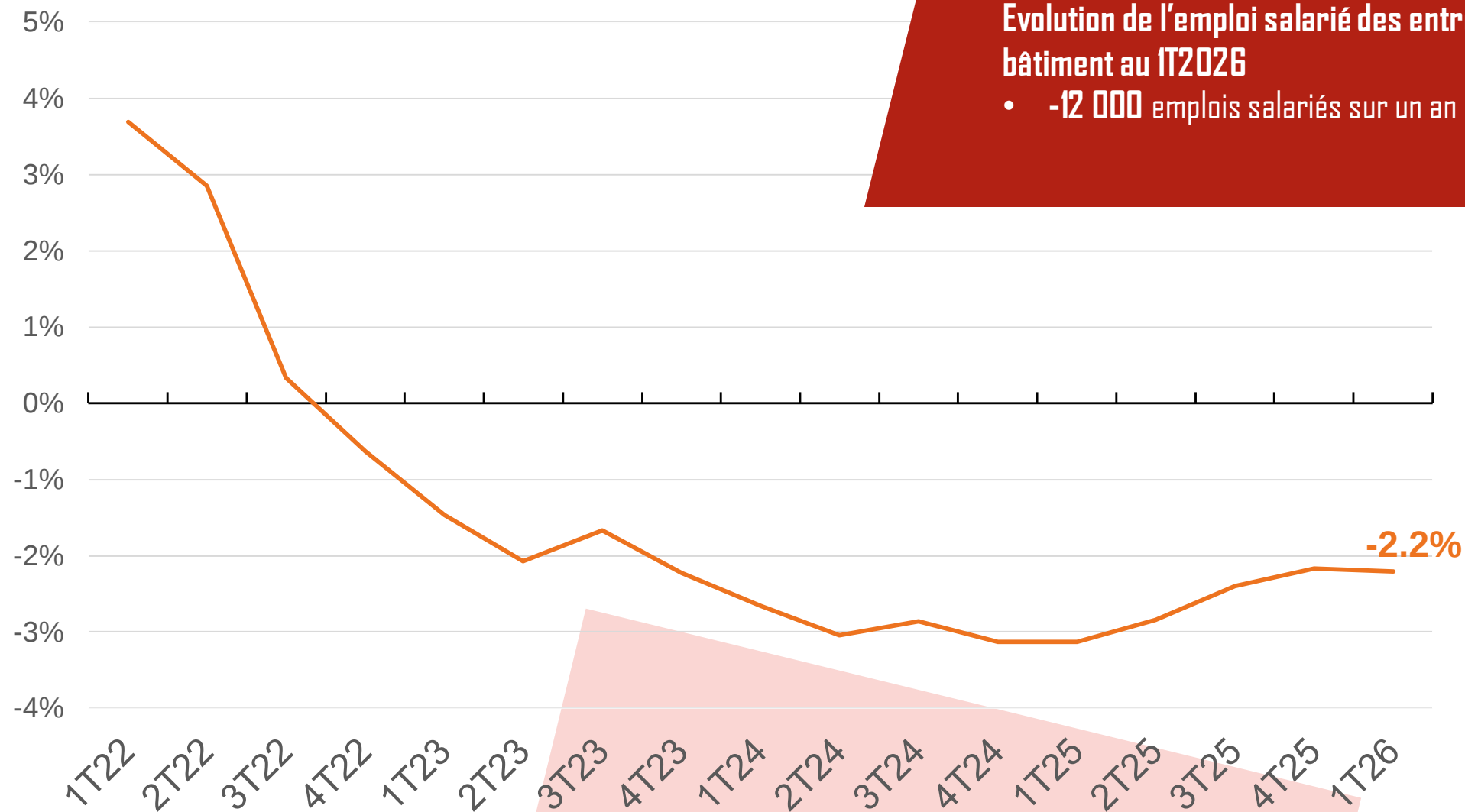


Evolution des carnets de commandes

Nombre de jours de travail à venir



Emploi salarié de l'artisanat



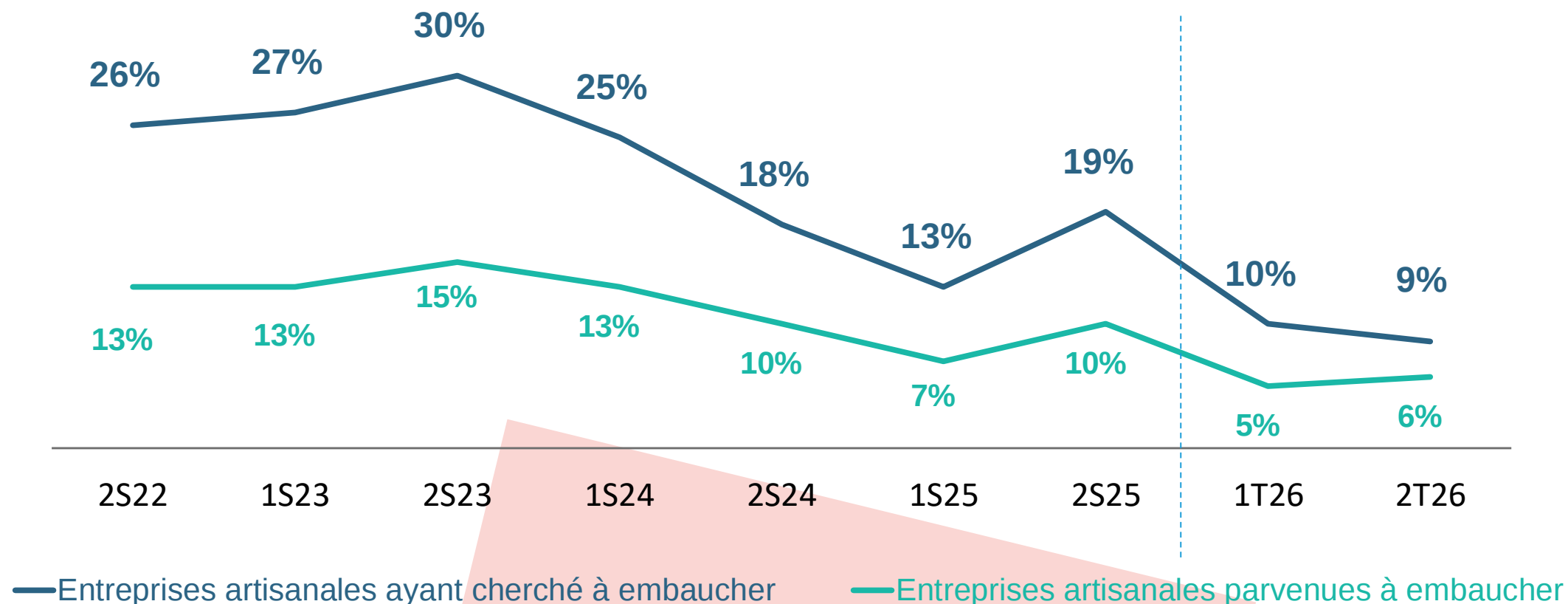
Evolution de l'emploi salarié des entreprises jusqu'à 10 salariés du bâtiment au 1T2026

- -12 000 emplois salariés sur un an (-2,2 %)

Source: Acoss

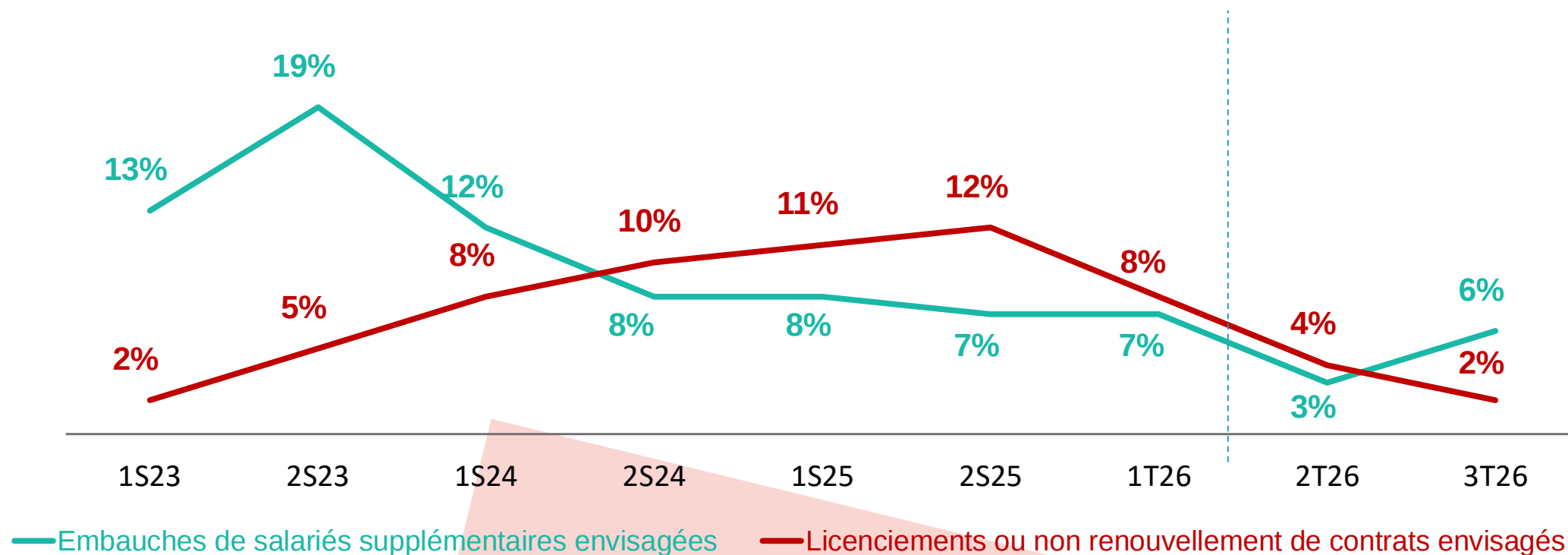
Emploi salarié – évolutions au deuxième trimestre 2026

% d'entreprises artisanales



Emploi salarié – perspectives du 2^e trimestre 2026 pour le 3^e trimestre 2026

% d'entreprises artisanales



Source: Note de conjoncture CAPEB, CAPEB / Xerfi

Les créations et défaillances dans la construction

Créations

+ 8,8 % par rapport au 2T2025

Soit 22 783 créations au 2T2026



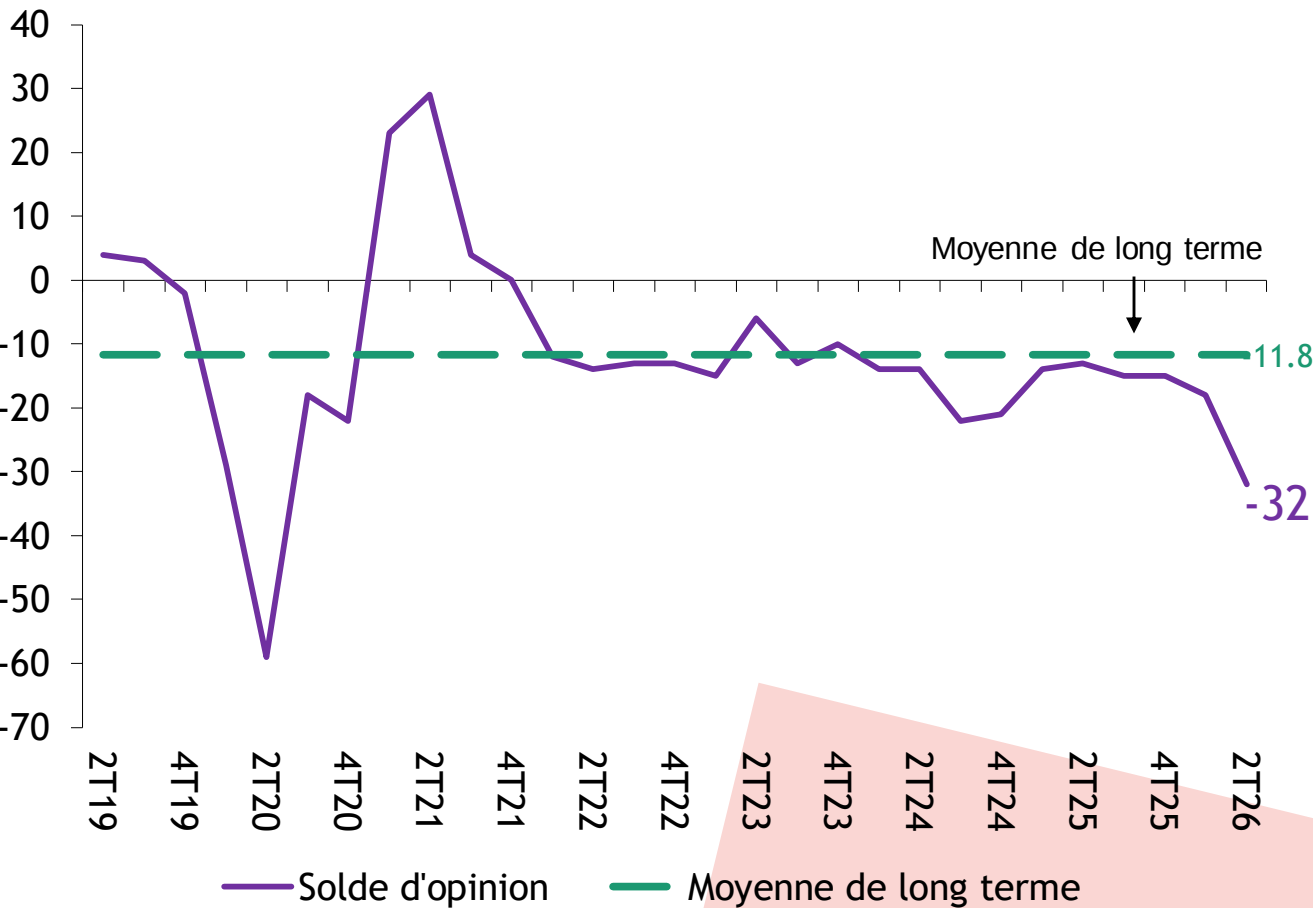
Défaillances

- 2,1 % par rapport au 2T2025

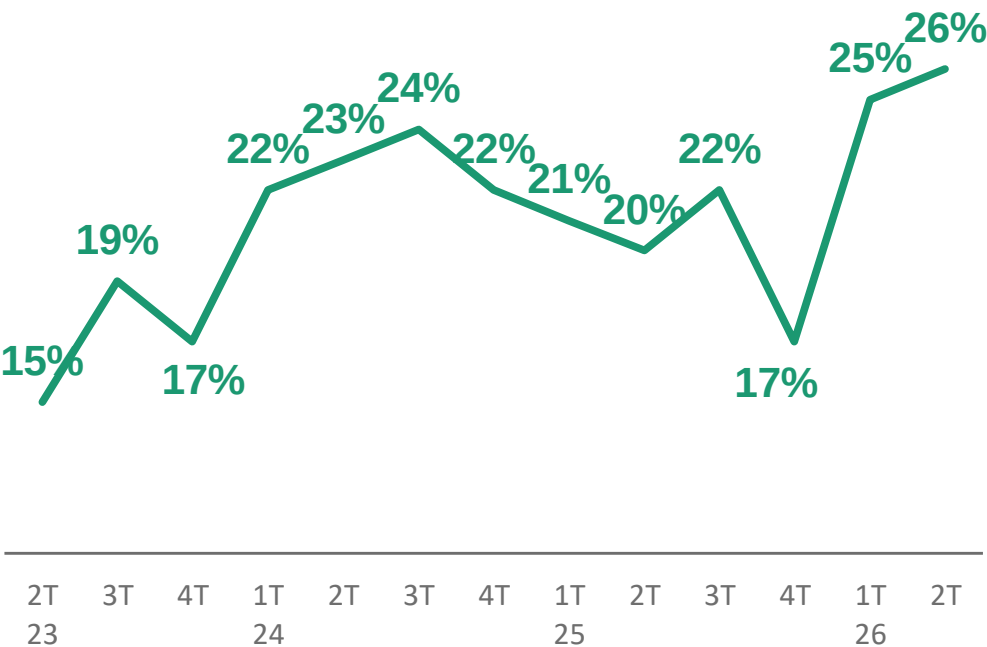
Soit 3 619 défaillances au 2T2026



Besoins en trésorerie des entreprises artisanales du bâtiment



% d'entreprises artisanales



Source: Note de conjoncture CAPEB, CAPEB / Xerfi

Montant moyen de ces besoins en trésorerie
22 000 euros

2026 : une reprise de l'activité compromise

Notre hypothèse du début de l'année, déjà prudente, anticipait une variation du volume d'activité comprise entre -0,5 % et +0,5 % sur l'année 2026. Cette hypothèse semble d'ores et déjà trop optimiste au vu du contexte dégradé tant climatique que réglementaire :

- Les inondations à l'hiver 2026 ainsi que les vagues de canicule successives impactent l'activité des entreprises.
- À la sortie d'une canicule exceptionnelle, la suppression du parcours par geste des travaux d'isolation et de ventilation est un contresens climatique, sanitaire et économique.